



Règlement sur la taxe communale destinée à l'entretien de l'éclairage public

Le Conseil communal de la commune de Paudex

vu l'article 23, alinéa 2 du Décret cantonal du 5 avril 2005 sur le Secteur Electrique (DSecEl)

a r r ê t e :

Article 1er – Objet

La commune prélève une taxe dont le produit sera affecté à l'éclairage public.

Article 2 – Personnes assujetties

Tous les clients finaux des entreprises d'approvisionnement en électricité, rattachés au territoire de la commune de Paudex sont assujettis à la taxe communale.

Le rattachement à une commune est déterminé par le point de fourniture (point de comptage) du client final considéré.

L'assujettissement commence dès qu'une consommation électrique est constatée et prend fin le jour où cette condition est éteinte.

Article 3 – Affectation

La Commune perçoit la taxe pour couvrir les dépenses liées à l'éclairage. La Municipalité réévalue chaque année le montant de la taxe en fonction des dépenses budgétisées. Les excédents et les déficits des années précédentes sont pris en compte.

Article 4 – Taux

La taxe s'élève au maximum à 1,5 ct/kWh. Jusqu'à concurrence du maximum précité, la Municipalité est compétente pour adapter le montant de la taxe à l'évolution des coûts effectifs, tels qu'ils ressortent de la comptabilité communale.

Règlement sur la taxe communale destinée à l'entretien de l'éclairage public

Article 5 – Perception de la taxe

La taxe est prélevée, pour le compte de la commune, par l'entreprise d'approvisionnement en électricité sur la base du décompte envoyé à chaque client final.

Le montant de la taxe est mentionné distinctement sur la facture d'électricité établie par le distributeur. La taxe est calculée par le distributeur en fonction du nombre de kWh vendus.

La taxe doit être payée par le client final à son distributeur dans les délais fixés pour le paiement de la facture d'électricité.

Le distributeur peut percevoir des acomptes.

Le distributeur remet à la commune, au plus tard à la fin du premier trimestre qui suit la fin de l'année civile, le chiffre correspondant au total des kWh vendus l'année précédente sur le territoire communal au client final, justificatifs à l'appui.

Dès réception, la commune établit le décompte correspondant pour permettre au distributeur de lui verser la taxe qu'il a prélevée pour le compte de la commune.

Article 6 – Autorité compétente

La Municipalité est chargée de l'exécution du présent règlement.

Article 7 - Voies de droit

La taxation fait l'objet d'une décision.

La décision relative à la taxation peut faire l'objet d'un recours dans les 30 jours dès sa notification auprès de la commission communale de recours en matière d'impôts ou taxes communaux et de taxes spéciales (art. 45 LICom (Loi sur les Impôts Communaux)).

Le recours contre les décisions de la Commission communale de recours est réglé par la loi sur la juridiction et la procédure administrative.

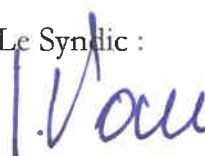
Règlement sur la taxe communale destinée à l'entretien de l'éclairage public

Article 8 - Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Cheffe du Département de la sécurité et de l'environnement (DES).

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 31 mars 2008

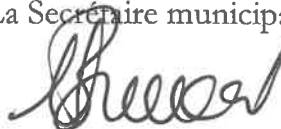
Le Syndic :



Serge Voruz



La Secrétaire municipale



Ariane Bonard

Adopté par le Conseil communal dans sa séance du 26 mai 2008

Le Président:



Jean-François Spring



La Secrétaire



Marie-Christine Capt

Approuvé par la Cheffe du Département cantonal de la Sécurité et de l'Environnement (DSE), en date du 23.10.08



